

## COMMUNIQUÉ CONJOINT

En solidarité avec les habitant.e.s de Zarzis

18 novembre 2022

À l'aube du vendredi 18 novembre 2022, un important dispositif de sécurité, stationné aux intersections reliant Zarzis et Djerba, a réprimé la manifestation pacifique organisée par les habitant.e.s de Zarzis exigeant la révélation de la vérité sur la tragédie maritime qui s'est déroulée le 21 septembre 2022.

Adultes et enfants n'ont pas été épargné.e.s par les matraques de la police et des bombes lacrymogènes périmées ont touché femmes et personnes mineures, et ont été jetées à proximité d'une école primaire. Des dizaines de jeunes et de leaders du mouvement de contestation ont par ailleurs été arrêté.e.s et sommé.e.s de retourner à Zarzis s'il.elle.s souhaitaient être libéré.e.s. La poursuite des manifestant.e.s s'est poursuivie jusqu'à la ville de Zarzis, qui connaît en ce moment une escalade de tensions.

Ces pratiques répressives interviennent quelques jours après l'engagement du gouvernement Tunisien lors de l'Examen Périodique Universel des Droits de l'Homme à respecter les libertés d'expression et de manifestation pacifique. Ces pratiques précèdent surtout le lancement officielle du Sommet de la Francophonie, où seront scandés de la part des autorités des slogans sur le respect des droits et des libertés.

Les organisations et associations signataires :

- **Expriment de nouveau leur solidarité avec les revendications des familles et des habitant.e.s de Zarzis afin de révéler toute la vérité sur la tragédie du 21 septembre ;**
- **Condamnent avec la plus grande fermeté la politique de l'autruche ainsi que la « Hogra » pratiquées par l'Etat tunisien depuis l'éclatement de la crise à Zarzis et qui ont poussé la population à l'escalade ;**
- **Expriment leur indignation face à la répression sécuritaire d'une marche de protestation pacifique qui n'avait d'autre but que de faire entendre la voix des familles endeuillées ;**
- **Engagent la responsabilité politique du président de la République pour la faiblesse et les hésitations entourant l'action des institutions de l'État ainsi que l'absence de toute solution et d'alternative face aux problèmes économiques, sociaux et environnementaux.**

## Contact presse

**Zeineb Mrouki, Responsable Programme II Enjeux Mondiaux II**

[zmrouki@asf.be](mailto:zmrouki@asf.be)

### Liste des organisations signataires :

1. Forum Tunisien pour les Droits Économiques et Sociaux - FTDES
2. Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme - LTDH
3. Syndicat National des Journalistes Tunisiens - SNJT
4. Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie - CRLDH Tunisie
5. Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives - FTCTR
6. Avocats Sans Frontières
7. Al Bawsala
8. Article 19
9. Association Bina
10. Kashf Media
11. Montada Ettajdid
12. Intersection pour les Droits et Libertés
13. Danseurs Citoyens Sud
14. Euromed Droits
15. Groupe Tawhida Ben Cheikh
16. Association Haqqi (mon droit) pour la Protection de l'Enfant et de la Famille
17. Comité de Vigilance pour la Démocratie en Tunisie – Belgique
18. Association Beity
19. Observatoire Nissa
20. Association Tunisienne pour les Droits et Libertés
21. International Alert
22. Association Nachaz Dissonances
23. Association Karama pour les Droits et Libertés
24. Association Calam
25. Association Tunisienne de Défense des Droits de l'Enfant
26. Réseau Tunisien de la Justice Transitionnelle
27. Dignity and Rehabilitation Coalition
28. Fondation Hassen Saadaoui pour la Démocratie et l'Égalité